



Le GSsA maintient la pression et propose d'abolir l'obligation de servir

ARMÉE • Le peuple votera sur l'abrogation du service militaire obligatoire. Le Groupe pour une Suisse sans armée, soutenu par le PS et les Verts, a déposé son initiative.

CHRISTIANE IMSAND

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) s'est fait débouter deux fois par le peuple en proposant la suppression de l'armée. En 1989 d'abord et plus nettement encore en 2001. Il n'abandonne pas le combat pour autant, mais il adapte sa stratégie. Sa nouvelle initiative populaire ne réclame plus la suppression de l'armée, mais l'abrogation du service militaire obligatoire. Quelque 107 000 signatures ont été déposées hier à la Chancellerie fédérale à l'appui de cette proposition. Celle-ci viendra alimenter un débat sur l'armée qui est reparti de plus belle depuis que le Conseil fédéral a proposé l'acquisition de nouveaux avions de combat, à savoir 22 Gripen du constructeur suédois Saab.

Selon le GSsA qui est soutenu notamment par les socialistes et les Verts, le service militaire obligatoire est un reliquat de la guerre froide. Il fait d'ailleurs observer que la plupart des pays européens ont abandonné ce modèle. Il n'est cependant pas question pour lui de le remplacer par une armée professionnelle. L'armée résiduelle admise par le GSsA serait une armée de milice composée exclusivement de volontaires.

Alliances controversées

Réaction sceptique du maire de Genève Pierre Maudet, un capitaine libéral-radical pourtant acquis à une réforme de l'institution: «Une armée de milice basée sur le volontariat n'aurait de sens que dans le cadre d'une alliance militaire impliquant des engagements à l'étranger. Je ne suis pas sûr que c'est ce que veut le GSsA.»

C'est en tout cas ce que redoute l'Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) qui ne veut pas que la Suisse se rapproche de l'OTAN et de l'Union européenne pour assurer sa défense. De son côté, la Communauté de travail pour une armée de milice efficace et assurant la paix craint la mise sur pied d'une coûteuse armée professionnelle en dépit des dénégations des initiés.

L'ancien conseiller national Jo Lang, membre du comité du GSsA,



Le GSsA a déposé hier 107 000 signatures à la Chancellerie fédérale. KEYSTONE

rétorque que «la défense conventionnelle des frontières nationales, qui était la précondition historique du service militaire obligatoire, est devenue un cas hautement improbable». S'y ajoute un problème d'égalité de traitement. «Aujourd'hui, note le Genevois Tobia Schnebli, à peine une moitié des conscrits effectue l'école de recrues et seuls 40% des conscrits accomplissent la totalité de leurs périodes de service militaire.»

La base d'un service civil

L'initiative ne se contente pas de supprimer la conscription. Elle veut aussi créer la base constitutionnelle d'un service civil volontaire ouvert à toute la population, à savoir hommes,

femmes et étrangers. «Au lieu d'obliger les jeunes Suisses à se préparer en masse pour faire face à des menaces militaires du passé explique Tobia Schnebli, nous voulons offrir à tous des possibilités de s'engager concrètement pour la communauté dans des domaines où la menace et les besoins sont réels, comme la pauvreté et l'environnement.»

Le sénateur vaudois Luc Recordon (vert) note qu'il n'est pas envisageable de remplacer le service militaire obligatoire par un service civil obligatoire: «D'une part, ce serait contraire à l'interdiction du travail forcé, d'autre part il serait impossible de valoriser toutes les forces mobilisées.»

L'initiative doit encore passer sous la loupe du Conseil fédéral et du

parlement avant d'être soumise au peuple.

Un problème réel

Pierre Maudet craint un débat stérile entre pro et antimilitaristes alors que, selon lui, l'initiative a le mérite de mettre le doigt sur un problème réel. «Comment concilier la conscription avec des effectifs qui vont être réduits de moitié? Il faudrait montrer qu'on prend au sérieux cette problématique en soumettant un contre-projet.»

Il est quant à lui favorable au maintien de l'obligation de servir, mais il veut mettre à égalité le service militaire et le service civil. Actuellement, ce dernier n'est qu'un service de substitution. I

GENÈVE

Agression dénoncée comme antisémite

Le touriste qui a reçu plusieurs coups de couteau la semaine dernière à Genève sous les yeux de sa femme, de sa belle-mère et de ses cinq enfants devait quitter hier l'hôpital. Extrêmement choquée, cette famille juive orthodoxe veut rentrer chez elle en France au plus vite.

Pour la victime, il s'agit clairement d'une agression à caractère antisémite, a indiqué à l'ATS Johanne Gurfinkel, secrétaire général de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD). Des membres de la CICAD entourent étroitement cette famille depuis l'agression.

La police, qui ne fait aucun commentaire sur le mobile de l'acte, est toujours à la recherche du suspect. Selon le père, il s'agirait d'un homme blond qui parlerait une langue slave ou balkanique. Une plainte pénale pour tentative de meurtre devait être déposée hier.

La famille sortait du Musée d'histoire naturelle et rejoignait sa voiture quand un individu s'est jeté sur le père âgé de 32 ans. Il lui a asséné quatre coups de couteau, dont un à la tête avant de prendre la fuite. La famille qui était en visite à Genève pour une journée souhaite désormais quitter le canton pour retrouver son domicile. ATS

EN BREF

ALAIN BERSET (I) Un collaborateur personnel nommé

Alain Berset, chef du Département fédéral de l'intérieur (DFI), a nommé son premier collaborateur personnel. Il s'agit de Michael Brändle, 41 ans, secrétaire général suppléant à la Suva depuis 2009. Il prendra ses fonctions le 1^{er} février 2012, a indiqué hier le DFI. ATS

ALAIN BERSET (II) Levrat brigue la succession

Le conseiller national Christian Levrat (PS/FR) veut devenir sénateur. Il est candidat à l'élection complémentaire du 11 mars au Conseil des Etats destinée à pourvoir le siège laissé vacant par Alain Berset. Il ne compte pas renoncer à la présidence du PS suisse. Sa candidature n'est pas une surprise. Tout le monde l'attendait. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'avait pas le choix, a-t-il expliqué dans un entretien avec *La Liberté* publiée jeudi. «On a toujours le choix. Si je me lance dans cette campagne, c'est que j'en ai envie, et que je pense que l'intérêt du canton le requiert». ATS

SCHWYTZ

La faute au GPS...

Un camion a bloqué hier durant une heure la route nationale A4 reliant les cantons de Schwytz et d'Uri sur l'axe du Gothard. Son chauffeur s'en était remis à son GPS qui lui indiquait de faire demi-tour dans un endroit pourtant trop étroit. Une panne de freins a fait le reste. Le conducteur a été dénoncé à la justice schwytoise. ATS

RECYCLAGE

Un jeu d'enfant

Trouver les containers à bouteilles en verre ou en PET et autres boîtes en aluminium les plus proches est devenu chose facile. Le site internet www.recycling-map.ch permet désormais de localiser les 12 000 sites de collecte en Suisse. Il suffit d'entrer un numéro postal pour voir apparaître les points de collecte dans son quartier, indique la coopérative de recyclage Igora. ATS

Le regard de quatre jeunes bientôt appelés sous les drapeaux



FLORIAN MAURON

> 17 ans, étudiant au Collège Sainte-Croix, Fribourg

«L'initiative du GSsA a certes été déposée, mais il va encore se passer du temps avant la votation populaire et une hypothétique entrée en vigueur. Je n'aurai donc pas le choix: je vais effectuer l'école de recrues, plutôt que le service civil. La société actuelle est peu sûre, comme l'ont prouvé les attentats qui ont eu lieu en Norvège l'an passé. Il est donc nécessaire pour un pays d'avoir une armée. Si on me laissait le choix, toutefois, je n'accomplirais pas le service militaire. Je pense qu'il y aurait suffisamment de volontaires en Suisse pour constituer une armée moins chère, mais parfaitement capable de remplir sa mission.» FM



LOÏC SIMONET

> 18 ans, étudiant au Collège Saint-Michel, Fribourg

«Supprimer l'obligation de servir? C'est une bonne idée. Il y a plusieurs pays voisins, comme la France, qui ont une armée sur la base du volontariat, et ça marche très bien. Je pense que l'armée suisse, actuellement, ne sert pas à grand-chose. Elle peut apporter une aide à la population en cas de catastrophe, mais cela n'arrive pas tous les jours. Une armée composée de volontaires permettrait toujours de remplir cette mission, et ça coûterait nettement moins cher. Personnellement, si je pouvais choisir, je n'effectuerais ni le service militaire, ni le service civil, car c'est une perte de temps. Que je préférerais consacrer aux études.» FM



MATTHIEU BROILLET

> 18 ans, apprenti mécanicien d'automobiles, Fribourg

«Je pense qu'il est important de servir son pays. Certes, il ne plane pas vraiment de menace sur la Suisse actuellement. Mais un Etat sans armée ne serait pas crédible sur la scène internationale. Et cette institution fait partie des traditions, de l'identité de la Suisse. Si je dois effectuer l'école de recrues, je souhaite grader par la suite. Quand je fais quel que chose, j'aime m'investir à fond. Cela dit, l'initiative du GSsA n'est pas forcément une mauvaise chose, car mettre en place une armée de volontaires me semble être une bonne idée. Ainsi, il est certain que les soldats seraient motivés. L'armée serait donc plus efficace.» FM



AUGUSTIN BRODARD

> 17 ans, apprenti constructeur métallique, La Roche

«Je suis contre l'initiative du GSsA. J'estime qu'il est du devoir de tout citoyen de ce pays de servir sous les drapeaux. Il n'existe peut-être pas de danger immédiat, mais nous devons être prêts à toute éventualité. De plus, il est important de défendre notre neutralité. L'armée joue en outre un rôle important dans l'aide à la population en cas de catastrophe. Et elle a aussi, en quelque sorte, un rôle éducatif, en forgeant le caractère. Je me réjouis d'accomplir l'école de recrue, que je privilégierais au détriment du service civil si je pouvais choisir. L'initiative ne m'effraie pas trop. Les Suisses sont majoritairement favorables à l'armée.» FM

PHOTOS DR